

RAPPORT N° 2022/3-15
au Bureau de la Communauté
en séance du Jeudi 30 juin 2022

OBJET

TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE (RELAMPING) DES BATIMENTS DE LA CINOR – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 10.3.1 « DECARBONATION » - VOLET REACT UE DU POE/FEDER 2014/2020 – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ACTUALISE

Le 16 décembre 2021 le Bureau de la communauté a validé le plan de financement des travaux de rénovation de l'éclairage (relamping) des bâtiments de la CINOR en vue de l'élaboration du dossier de demande de subvention au titre de l'action 10.3.1 – « décarbonation » du POE/FEDER 2014-2020 (volet REACT UE) sur la base d'un coût prévisionnel des travaux estimé initialement par le maître d'œuvre à 642 335,00 € HT et selon la répartition suivante :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Cinor*
Dépenses totales éligibles	696 933,48 €	642 335,00 €	578 101,50 €	64 233,50 €
Dépenses éligibles en %		100%	90%	10%

*** + pré financement de la TVA : 54 598,48 €**

Pour rappel, les travaux portent sur le relamping des 9 sites suivants gérés par la CINOR :

- Parc des expositions de Saint-Denis (NORDEV) ;
- Médiathèque Aimé Césaire (Sainte-Suzanne) ;
- Bibliothèque Alain Peters (Moufia) ;
- Bibliothèque Alain Lorraine (La Source) ;
- Ecole de musique de Beauséjour (Sainte-Marie) ;
- Médiathèque de Sainte-Marie
- Stade en Eaux Vives Intercommunal (Sainte-Suzanne)
- Funérarium du cimetière paysager intercommunal (Sainte-Marie) ;
- Siège CINOR

Toutefois, au stade DCE le coût des travaux a été affiné et le montant de l'opération globale portant ainsi le montant actualisé de l'opération à 755 092 € HT.

Il y a donc lieu de modifier le plan de financement initial qui s'établit désormais comme suit :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Cinor*
Dépenses totales éligibles	819 274,82 €	755 092,00 €	679 582,80 €	75 509,20 €
Dépenses éligibles en %		100%	90%	10%

• + préfinancement de la TVA : 64 182,82 €

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le programme général des travaux de rénovation de l'éclairage (relamping) des bâtiments de la CINOR dont le coût est estimé au stade DCE par le maître d'œuvre à 755 092,00 € HT ;
- Approuve le plan de financement actualisé correspondant établi au titre de l'action 10.3.1 « décarbonation » du POE/FEDER 2014/2020 volet REACT UE ;

Accusé de réception en préfecture
974-2497401-18-20220630-BC2022-3-15-DE
10.3.1 « décarbonation » du POE/FEDER
Date de réception préfecture : 11/07/2022

- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 75 509,20 € HT, soit 10 % du montant hors taxe du coût de l'opération.
- M'autoriser à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

A blue circular official stamp is positioned to the right of the signature. The stamp contains the text "C.I.N.O.R." at the top, "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion" in the center, and "Département de la Réunion" at the bottom, separated by small stars.

**DECISION N° 2022/3-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET

TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE (RELAMPING) DES BATIMENTS DE LA CINOR – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 10.3.1 « DECARBONATION » - VOLET REACT UE DU POE/FEDER 2014/2020 – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ACTUALISE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07, le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions Transports et Déplacements et Administration Finances

Sur le RAPPORT n° 2022/3-15 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-15-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme général des travaux de rénovation de l'éclairage (relamping) des bâtiments de la CINOR dont le coût est estimé au stade DCE à 755 092,00 € ;

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement actualisé correspondant établi comme suit au titre de l'action 10.3.1 -Décarbonation- du PO/FEDER 2014/2020 volet REACT UE :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Cinor*
Dépenses totales éligibles	819 274,82 €	755 092,00 €	679 582,80 €	75 509,20 €
Dépenses éligibles en %		100%	90%	10%

***+ préfinancement de la TVA : 64 182,82 €**

ARTICLE 3

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 75 509,20 € HT, soit 10 % du montant hors taxe du coût de l'opération.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10/8 juil 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-15-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022